



Société de Commissariat aux comptes
inscrite près de la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence

**ENTR'AIDE
SOCIALE DU VAR**

Service d'accompagnement
et d'aide à domicile

ENTR'AIDE SOCIALE DU VAR
2 RUE GIMELLI
83000 TOULON

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES
ANNUELS

PRESENTE A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
Statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 2024

83000 Toulon
97, avenue Vauban

83700 Saint-Raphaël
40, rue Boétman

83740 La Cadière d'Azur
Chemin du Bareveou

 commissaire
aux comptes

Commissaire aux comptes : Florence Valverdé - 04 94 46 43 40 - fvalverde@audit-expertise83.com

SARL au capital de 170 000€ - RCS TOULON 487 973 695

N

Sommaire

1 – Opinion	3
2 – Fondement de l'opinion.....	3
2.1 – Référentiel d'audit.....	3
2.2 – Indépendance	3
3 – Justification des appréciations.....	3
4 – Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux administrateurs.....	4
5 – Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'association relatives aux comptes annuels.....	4
6 – Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels.....	4

Aux Membres de l'association,

1 – Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'assemblée générale ordinaire, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Entr'Aide Sociale du Var relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note de l'annexe « Faits caractéristiques de l'exercice », notamment concernant le CPOM Qualité et l'Avenant 43.

2 – Fondement de l'opinion

2.1 – Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2.2 – Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er Janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

3 – Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clé de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses au regard des risques.

Concours publics et prestations de service	Nous avons, à partir des documents transmis, réalisé des diligences de contrôle d'exhaustivité.
--	---

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément

4 – Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux administrateurs.

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité et dans les autres documents adressés aux administrateurs sur la situation financière et les comptes annuels.

5 – Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

6 – Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- › il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- › il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- › il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- › il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- › il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Toulon, Le 15 mai 2025

SOCIETE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
SARL ACMS

Représentée par Mme Florence VALVERDE
Commissaire aux Comptes – Associée Gérante





BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2024 12			Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N° 7 N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	145 905	117 785	28 120	47 249	19 129	40.49
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions	915 977	795 782	120 195	137 124	16 929	12.35
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques Matériel et outillage	1 221 323	1 110 974	110 349	137 905	27 556	19.98
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières (1)						
	Participations et Créances rattachées						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts	670 713		670 713	631 412	39 301	6.22
	Autres	1 582		1 582		1 582	
	Total I	2 955 499	2 024 541	930 958	953 690	22 732	2.38
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 271 519	46 392	1 225 127	1 235 909	10 782	0.87
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	62 112		62 112	162 426	100 314	61.76
	Valeurs mobilières de placement	1 313 445		1 313 445		1 313 445	
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	2 717 132		2 717 132	2 638 699	78 434	2.97
	Charges constatées d'avance (2)	25 190		25 190	24 349	840	3.45
	Total II	5 389 397	46 392	5 343 005	4 061 383	1 281 622	31.56
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		8 344 896	2 070 933	6 273 963	5 015 073	1 258 890	25.10

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont à plus d'un an



BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2024 12	Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1 Fonds et de commissaires	
FONDS PROPRES	Fonds propres				
	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires	2 106 075	2 106 075		
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
FONDS DÉDIÉS	Réserves pour projet de l'entité				
	Autres				
	Report à nouveau	1 810 024	1 346 349	463 675	34.44
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	222 388	463 675	686 064	147.96
	Situation nette (sous total)	518 439	296 051	222 388	75.12
	Fonds propres consommables				
	Subventions d'investissement	5 220	5 220		
	Provisions réglementées				
	Total I	523 659	301 271	222 388	73.82
	Fonds reportés liés aux legs ou donations				
PROVISIONS	Fonds dédiés				
	Total II				
PROVISIONS	Provisions pour risques	2 611 573	2 164 836	446 737	20.64
	Provisions pour charges				
	Total III	2 611 573	2 164 836	446 737	20.64
DETTES (1)	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	1 494	2 192	698	31.84
	Emprunts et dettes financières diverses				
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	139 967	108 042	31 925	29.55
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	2 897 990	2 257 698	640 292	28.36
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	99 280	181 033	81 754	45.16
	Instruments de trésorerie				
	Produits constatés d'avance				
	Total IV	3 138 731	2 548 966	589 765	23.14
	Ecarts de conversion passif (V)				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	6 273 963	5 015 073	1 258 890	25.10

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

2 641 174 2 548 966



COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2024 12	Exercice N-1 31/12/2023 12	Euros	
Produits d'exploitation (1)				
Cotisations	630	735	105	14.29
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
Ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service	44 931	38 417	6 513	16.95
Parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	14 257 966	12 790 427	1 467 539	11.47
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	319 002	307 914	11 088	3.60
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	304	184	120	65.07
Total I	14 622 833	13 137 677	1 485 155	11.30
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	650 095	595 724	54 371	9.13
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	923 553	899 161	24 392	2.71
Salaires et traitements	9 941 638	8 955 171	986 467	11.02
Charges sociales	2 465 930	2 433 602	32 328	1.33
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	70 610	106 996	36 386	34.01
Dotations aux provisions	303 034	376 475	73 441	19.51
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	56 461	34 499	21 962	63.66
Total II	14 411 322	13 401 628	1 009 693	7.53
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	211 511	263 951	475 462	180.13

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs



COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2024 12	Exercice N-1 31/12/2023 12		
Produits financiers				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	41 216	12 561	28 655	228.13
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total III	41 216	12 561	28 655	228.13
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	1	839	838	99.88
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total IV	1	839	838	99.88
2. Résultat financier (III-IV)	41 215	11 722	29 493	251.60
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	252 726	252 229	504 954	200.20
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion	279 792	1 158	278 634	NS
Sur opérations en capital	7 500	1 440	6 060	420.83
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	85 905	70 000	15 905	22.72
Total V	373 197	72 598	300 599	414.06
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	118 283	165 372	47 088	28.47
Sur opérations en capital	182		182	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	276 000	115 213	160 787	139.56
Total VI	394 466	280 585	113 881	40.59
4. Résultat exceptionnel (V-VI)	21 269	207 987	186 718	89.77
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)	9 068	3 460	5 609	162.11
Total des produits (I+III+V)	15 037 245	13 222 836	1 814 409	13.72
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	14 814 857	13 686 511	1 128 345	8.24
5. EXCEDENT OU DEFICIT	222 388	463 675	686 064	147.96



ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 6 273 663,45 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 14 622 832,61 Euros et dégageant un excédent de 222 388,43 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

L'association a perçu courant 2024, au titre de l'année 2023, la réévaluation de l'impact de l'avenant 43 qui n'avait pas été positionné sur le bilan de l'exercice précédent à hauteur de 206 463,95 €. Nous avons également perçu la régularisation de la dotation complémentaire qualité pour l'année 2023 à hauteur de 61 564,72 €.

L'association a perçu au titre des impacts de l'avenant 43 de la convention collective de la Branche Aide à Domicile, une dotation qui s'est élevée à 1 943 824,79 Euros pour l'année 2024. Un reliquat en notre faveur s'élevant à 48 165,97 € est en cours mais n'apparaît pas dans ce présent bilan en l'absence de retour du CD83 à la clôture des comptes.

L'association a également obtenu l'octroi de trois objectifs supplémentaires dans le cadre de la dotation complémentaire, réévaluant la dotation à 6 objectifs au total au lieu de 3 en 2023. Le montant prévisionnel accordé par le département pour les 6 objectifs s'élève à 933 003,06 Euros au titre de l'APA/PCH afin de financer les objectifs suivants :

- Accompagner des personnes dont le profil de prise en charge présente des spécificités ;
- Intervenir sur une amplitude horaire incluant les soirs, les week-ends et les jours fériés ;
- Contribuer à la couverture des besoins de l'ensemble du territoire ;
- Apporter un soutien aux aidants des personnes accompagnées ;
- Améliorer la qualité de vie au travail des intervenants ;
- Lutter contre l'isolement des personnes accompagnées.

Certaines actions n'ayant pas pu être déployées, nous avons positionné une restitution partielle à hauteur de 82 252,81 € à rendre au département.

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des



ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Informations générales complémentaires

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles	145 905		
Constructions sur sol propre	419 805		
Installations générales agencements aménagements des constructions	496 537		
Installations générales agencements aménagements divers	970 312		1 555
Matériel de transport	41 549		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	228 565		5 622
TOTAL	2 156 768		7 178
Prêts, autres immobilisations financières	631 412		42 443
TOTAL	631 412		42 443
TOTAL GENERAL	2 934 084		49 620



ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation en fin d'exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles TOTAL			145 905	145 905
Constructions sur sol propre		365	419 441	419 441
Installations générales agencements aménagements constr.			496 537	496 537
Installations générales agencements aménagements divers		1 154	970 713	970 713
Matériel de transport		20 600	20 949	20 949
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		4 526	229 661	229 661
TOTAL		26 645	2 137 300	2 137 300
Prêts, autres immobilisations financières		1 560	672 294	672 294
TOTAL		1 560	672 294	672 294
TOTAL GENERAL		28 205	2 955 499	2 955 499

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice		Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL		98 656	19 129		117 785
Constructions sur sol propre		404 672	3 300	182	407 789
Installations générales agencements aménagements constr.		374 546	13 447		387 993
Installations générales agencements aménagements divers		881 339	11 454	1 154	891 639
Matériel de transport		24 450	7 892	20 600	11 742
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		196 731	15 388	4 526	207 592
TOTAL		1 881 738	51 481	26 463	1 906 756
TOTAL GENERAL		1 980 394	70 610	26 463	2 024 541
Ventilation des dotations de l'exercice		Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires
					Dotations Reprises
Autres immob.incorporelles TOTAL	19 129				
Constructions sur sol propre	3 300				
Instal.générales agenc.aménag.constr.	13 447				
Instal.générales agenc.aménag.divers	11 454				
Matériel de transport	7 892				
Matériel de bureau informatique mobilier	15 388				
TOTAL	51 481				
TOTAL GENERAL	70 610				



ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Autres provisions pour risques et charges	2 164 836	532 642	85 905		2 611 573
TOTAL	2 164 836	532 642	85 905		2 611 573

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur comptes clients	71 773	46 392	71 773		46 392
TOTAL	71 773	46 392	71 773		46 392
TOTAL GENERAL	2 236 609	579 034	157 678		2 657 965
Dont dotations et reprises d'exploitation exceptionnelles		303 034 276 000	71 773 85 905		

La provision pour perte d'activité représentant 2.5 mois reste inchangée soit + 103 824 €.

Des provisions pour risques et charges liés aux obligations salariales CP, prud'hommes et autres ont été positionnés à hauteur de 532k €.

Litige toujours en cours avec l'AIST83 non provisionné à hauteur de 107k€.

Reprise sur provision dossier AG2R 2019 à hauteur de 85 905€ passée en pertes.

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Prêts	670 713	670 713	
Autres immobilisations financières	1 582	1 582	
Clients douteux ou litigieux	47 210	47 210	
Autres créances clients	1 224 309	1 224 309	
Personnel et comptes rattachés	9 826	9 826	
Divers état et autres collectivités publiques	1 105	1 105	
Débiteurs divers	50 786	50 786	
Charges constatées d'avance	25 190	25 190	
TOTAL	2 030 719	2 030 719	
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	40 861		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	1 560		



ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	1 494	1 494		
Fournisseurs et comptes rattachés	139 967	139 967		
Personnel et comptes rattachés	1 768 575	1 768 575		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 017 952	1 017 952		
Impôts sur les bénéfices	9 514	9 514		
Autres impôts taxes et assimilés	101 949	101 949		
Autres dettes	89 770	89 770		
TOTAL	3 129 221	3 129 221		

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Rémunération des dirigeants

Rémunérations allouées aux membres des organes de direction ou de gérance	Montant
Total	185 706

En application de 20 de la loi 2006-586 du 23 mai 2006, le montant total des rémunérations de l'exercice clos le 31/12/2024 des trois plus hauts cadres, salariés, s'élève à 185 706 euros.

Effectif moyen

	Personnel salarié
Cadres	8
Agents de maîtrise et techniciens	22
Employés	323
Total	353

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 23 916.96 euros, pour les éléments suivants :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes,
- honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes, telles qu'elles sont définies par les normes d'exercice professionnel mentionnées au II de l'article L. 822-11.



ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Engagement en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite.
Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.
Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.